



PROPOSITION DE TEXTE 2 : CHARTRE REVENDICATIVE

En tant qu'étudiants communistes, nous considérons comme fondamental l'engagement syndical et associatif. En effet, parce que proche des étudiants au quotidien, ces formes d'organisation sont bien souvent le premier pas vers l'engagement politique, celui qui permet au plus grand nombre de comprendre la nécessité de s'organiser collectivement. Syndicats et associations sont, à différentes échelles, des outils de résistances et de conquêtes d'avancées concrètes, en plus d'être des cadres autonomes d'organisation des étudiants.

Cette Charte a pour objectif de définir les grandes lignes de l'action revendicative que portent les étudiants communistes au sein du mouvement syndical et associatif. Cette action revendicative permet de faire le lien entre les problèmes immédiats et notre projet, tout en apportant des perspectives à court et moyen terme. Elle sera un outil pour tous les camarades, afin que nous nous donnions les moyens d'impulser des combats tant locaux que nationaux, tout en y associant des débouchés revendicatifs qui vont dans le sens de notre projet politique.

Cette Charte permettra également aux étudiants communistes d'avancer au sein du mouvement syndical et associatif, et plus généralement du « milieu militant », armé d'un corpus revendicatif commun et cohérent.

I/ Développer un cadre de protection collective de la formation et de l'emploi

a) Défendre le cadre national des diplômes et leur reconnaissance dans les conventions collectives

Si l'écrasante majorité des étudiants va à l'Université, c'est pour se former afin d'entrer ensuite dans la vie active. Le contenu et le cadrage de cette formation, ainsi que sa reconnaissance, sont autant de batailles où les intérêts divergents du patronat et des futurs travailleurs que nous sommes s'affrontent.

Ce n'est pas par hasard si la première réforme du cycle de libéralisation, le LMD, était celle qui dérégulait le contenu et le cadrage de nos formations. En individualisant les parcours, les mentions, les intitulés, les contenus, les volumes horaires..., c'est au bout du compte le rapport entre le futur travailleur et l'entreprise qu'on individualise, nous rendant ainsi plus vulnérables. Et avec la fin de la reconnaissance des diplômes dans les conventions collectives, ce sont nos garanties de salaire qui volent en éclats. **Nous devons défendre un cadrage national des diplômes, c'est-à-dire un cadrage des contenus, volumes horaires et modalités d'évaluation, ainsi que leurs inscriptions dans les conventions collectives avec garantie des salaires correspondants !** (Ce qui ne s'oppose aucunement à une relative autonomie des équipes pédagogiques, quant aux contenus précis des enseignements, autonomie nécessaire du fait du lien avec la Recherche)

40 Dans cette logique, les stages qui fleurissent en ce moment ont leur importance. Le
gouvernement et le patronat encouragent la multiplication des stages non ou sous-payés,
sans but pédagogique, dans le seul objectif de disposer d'un « corps de réserve » de
travailleurs précaires moins chers, tout en formant l'ensemble d'une génération à courber
la tête... A l'inverse, nous devons réorienter les stages vers leur objectif « initial », à savoir
l'observation et l'expérimentation de savoirs-faire en lien avec les savoirs enseignés en
cours. Par conséquent, ils doivent être limités dans le temps, strictement encadrés
45 pédagogiquement par les équipes de formations, et rémunérés à hauteur du SMIC
lorsque l'étudiant exerce une activité productive !

Les modalités d'évaluation doivent permettre de faire avancer les étudiants et non
de les mettre en compétition. Pour cela, un juste milieu entre contrôle continu et contrôle
terminal est indispensable à trouver. D'un côté, un contrôle continu qui, au delà des notes,
50 permette de réelles explications des erreurs et un retour aux copies simple et facile, afin
que leurs erreurs soient utiles aux étudiants. De l'autre, un contrôle terminal qui permette
une évaluation des acquis en fin de parcours. En ce qui concerne les étudiants salariés, ils
doivent être automatiquement dispensés d'assiduité, et les modalités de contrôle de
connaissances doivent être adaptés à leur situation. Enfin, il faut défendre le droit à une
55 vraie session de rattrapage pour tous, au moins un mois après le rendu des résultats, afin
de permettre à l'étudiant de combler ses lacunes et non simplement de « retenter sa
chance ».

Plus largement, il faut inscrire cette bataille revendicative dans le cadre d'une
Sécurisation de l'Emploi et de la Formation permettant un va et vient entre période
60 d'activité productive et période de formation tout au long de la vie. L'organisation des
formations doit être repensée en ce sens.

Nous devons nous battre pour :

- **un cadrage national des diplômes, comprenant les MCC, les intitulés, les volumes horaires et les contenus de formation**
- 65 → **la reconnaissance de nos diplômes dans les conventions collectives**
- **un fort encadrement pédagogique et législatif des stages, ainsi que leur rémunération lorsqu'il s'agit d'une activité productive**
- **des modalités d'évaluation justes et qui favorisent l'apprentissage**

b Un Statut social pour les jeunes en formation

70 Avec les « révolutions » technologiques successives, **les besoins en formation initiale progressent à une allure sans précédent** dans toute l'histoire de l'humanité.
L'augmentation du niveau de formation et du nombre de jeunes y ayant accès est quasi-continue depuis la Libération, et c'est ainsi qu'on a pu parler de « massification » de
l'Enseignement Supérieur. Toutefois, les difficultés sociales sont encore bien trop grandes
75 pour la majorité des enfants d'ouvriers et d'employés, et ceux des catégories intermédiaires du salariat (enseignants, fonctionnaires, cadres intermédiaires...)
rencontrent de plus en plus de difficultés à mener à bien leurs études. Une majorité d'étudiants sont obligés de se salarier pour financer leurs études, et la principale cause
d'abandon et d'échec est issue de problèmes financiers... En plus d'être intolérable, cette
80 situation freine le progrès technologique du pays, en restreignant l'accès à la formation !

Par opposition aux logiques de Charité, nous devons porter **un véritable Droit à la Formation**, permettant un haut niveau de formation initiale. Tous les jeunes doivent pouvoir avoir accès à une formation, sans discrimination sociale ni d'aucun autre type !

85 Dire cela, c'est reconnaître la nécessité d'un Statut Social pour les jeunes en formation, qui permette à chacun d'échapper à l'alternative entre dépendance familiale et salariat étudiant.

Ce Statut doit permettre à l'étudiant de satisfaire ses besoins fondamentaux. Il faut donc partir de la satisfaction matérielle de ses besoins, en y répondant par le Service Public ! D'ores et déjà, le logement et la restauration sont en partie satisfaits par le Service Public des CROUS : il s'agit de renforcer considérablement ces dispositifs, tout en les élargissant aux autres besoins fondamentaux (alimentation, transport, culture, études...). En effet, par opposition à la logique « keynésienne » qui consisterait à donner aux étudiants les moyens financiers de répondre à leurs besoins sur le marché privé (ce qui au bout du compte, par exemple pour le Logement, ne fait qu'alimenter la spéculation au détriment de la population...), nous devons porter la nécessité de sortir la satisfaction des besoins du Marché ! Nous devons porter la nécessité de la création d'une branche jeunesse de la Sécurité Sociale, financée par les cotisations sociales et gérées par étudiants et travailleurs, qui ait pour tâche de subvenir aux besoins fondamentaux des étudiants en utilisant divers leviers, mais en suivant deux principes : s'appuyer sur le Service Public et tendre à la gratuité !

Par exemple, nous devons défendre les constructions et rénovations de Cité-U, le gel et la baisse des loyers, le développement de la restauration étudiante avec gel et baisse des tarifs, l'ouverture d'épiceries sociales pour les étudiants, permettant de court-circuiter les grandes surfaces privées et permettre aux étudiants d'avoir accès à des produits à bas coût, la baisse des tarifs et la gratuité des transports pour les étudiants, la gratuité de l'accès à la culture, la gratuité de l'Université, le développement des Bibliothèques Universitaires...

Pour y parvenir, il ne faut pas négliger d'impulser la création d'organismes sociaux associatifs, tels qu'ont été créées les Œuvres universitaires, tout en défendant la prise en charge de ces services par le Service Public, avec gestion par les salariés et les usagers (étudiants).

Nous devons nous battre pour :

- **des constructions/rénovations de cité-u**
- **un réengagement financier de l'Etat dans le CROUS, pour permettre une baisse des loyers et autres tarifs (restauration...), tout en améliorant la qualité de service**
- **la gratuité dans les transports pour les étudiants**
- **la création de nouvelles « œuvres universitaires » (épiceries sociales...)**
- **la gratuité des études**
- **l'augmentation des équipements d'études : bibliothèques, salles informatiques...**
- **immédiatement, l'augmentation des aides existantes (bourses, allocations d'études) en nombre et en montant**

c) Pour une Égalité d'accès à un enseignement progressif et qualifiant !

L'unification de l'enseignement supérieur est un enjeu fondamental dans nos revendications , car il est nécessaire de se battre pour la casse du système d'enseignement à double vitesse actuel. Aujourd'hui nous avons une multitude de choix en ce qui concerne les formations, mais celles-ci ont des vocations différentes, les grandes écoles étant réservées à la formation d'une élite et les universités poubelles à celle de la masse des enfants de salariés.

Une gestion financière et administrative commune à l'ensemble des formations est donc la première étape pour en finir avec le système de classe actuel. Cela va de pair avec une harmonisation structurelle des études, en lien avec la recherche et ce, quelque soient les formations proposées.

135 Tout en commençant dès la première année à cultiver l'esprit critique des étudiants, notamment par le biais de séminaires sur les divers pans de la recherche devant être accessibles à tous, favorisant l'interdisciplinarité, le premier cycle d'étude doit être un tremplin d'orientation par l'acquisition de fondamentaux disciplinaires et pratiques. Doit s'en suivre un second cycle permettant une véritable spécialisation pratique et théorique, ainsi qu'une découverte pratique de la recherche. Le troisième et dernier cycle étant quant à lui réservé à la recherche.

140 Chaque fin de cycle doit assurer une sortie vers l'emploi sécurisé, notamment par les conventions collectives, afin de permettre à chacun de choisir entre une sortie ou une continuité d'étude. De même, il faut multiplier les passerelles entre les différentes formations, à tous les niveaux, pour permettre à chacun de choisir sa voie à mesure qu'il progresse dans ses études, tout en ne tombant pas dans les travers de l'individualisation des diplômes. Il faut ainsi mettre en place une carte nationale des passerelles et des équivalences, pour les rendre lisibles auprès des étudiants.

150 Au niveau pédagogique lors de tous les cycle d'études, travaux de méthodologie et travaux pratiques doivent aller de paire en parallèle au cours magistraux, destinés à des enseignement de connaissances directes. C'est ainsi que nous formerons des travailleurs compétents et émancipés.

155 Un système de tutorat doit être mis en place afin d'aider tout étudiant qui en sent le besoin, notamment pour les étudiants salariés. Par exemple, en plus d'une aide en tant que tel, ce système peut aussi permettre le partage et le transfert des cours pour ceux qui ne peuvent y participer, en utilisant à leur plein potentiel les nouvelles technologies de la communication.

Nous devons nous battre pour :

- **l'intégration des Grandes Écoles au système universitaire**
- **garantir une possibilité de choisir entre poursuite d'études et sortie qualifiante à chaque niveau**
- 160 → **multiplier les passerelles entre les formations, ainsi que l'interdisciplinarité en leur sein**
- **mettre en place des vrais tutorats**

d) Pour un droit à l'Orientation

165 Une bonne orientation est indispensable, non seulement au bon fonctionnement universitaire mais aussi au bien être personnel et donc à l'émancipation individuelle et collective. Elle permet notamment l'appropriation par chacun des outils de production qui leurs sont propres, mais aussi dans le rôle que chacun peut jouer dans l'évolution de ces outils de production.

170 C'est pourquoi, l'un des rôles que doit jouer l'université, en tant que structure générale de l'enseignement supérieur, au sein de la société, est l'orientation dans les lycées. L'orientation ne doit pas être une fatalité en fonction des notes ou des contextes sociaux des lycéens mais doit répondre aux désirs de chacun. Des aides à l'orientation peuvent être apportées par la multiplication de débats scientifiques dans les lycées, ainsi que par des découvertes ludiques des divers choix de métiers.

175 La spécialisation des études universitaires devant être progressive doit être également précédée d'orientation, qui peut se faire au travers des séminaires.

180 Un service d'orientation public est donc indispensable pour permettre à tous de bénéficier des informations qui leurs sont nécessaires. Il faut donc travailler à l'établissement d'un service public de l'orientation dans l'enseignement supérieur, en défendant ce que nous avons acquis et en luttant pour l'amélioration de l'existant.

Nous devons nous battre pour :

- un grand service public d'Orientation, du collège à l'Université
- une spécialisation progressive des études

d) Pour un Service Public Unifié de la Formation !

185 Pour permettre une vraie sécurisation de la formation, il est indispensable de la
penser dans sa globalité. En effet, aujourd'hui l'Université se retrouve confrontée à des
190 problèmes découlant des insuffisances du secondaire, suite aux politiques des derniers
gouvernements. Lacunes, inégalités de formation selon les zones géographiques (et donc
des classes sociales d'origines), penchant vers l'individualisme... sont directement issus
de l'insuffisance de moyens et de l'organisation du système éducatif français, et les
différentes réformes récentes couplées avec les suppressions de postes massives n'ont
fait qu'aggraver la situation. Pour y remédier, nous devons refondre l'ensemble du
système éducatif de la maternelle à l'université, dans une logique du Service Public de
qualité pour tous, permettant l'émancipation de chacun.

195 **Nous devons nous battre pour :**

- l'arrêt des suppressions de postes dans l'Éducation Nationale, et un plan massif
de recrutement pour chaque secteur de l'Éducatif
- le refus de la baisse du niveau scolaire (baisse du nombre d'heures,
suppressions des SES, des TPE...) et une refonte globale des contenus, pour une
200 progression éducative large et épanouissante
- la défense des autres secteurs de l'Éducation Nationale
- la mise en place d'un Service Public Unifié de la Formation

II-/ Promouvoir un vrai Service Public Démocratique de l'Université !

a) Sécuriser les emplois de la fonction publique et le financement de l'État

205 En 1^{er} lieu, nous devons défendre un vrai Service Public. Ce qui passe par deux
fondements : des emplois publics de fonctionnaires, et un financement 100% public.

210 La bataille pour l'emploi public est fondamentale, car elle conditionne la « qualité de
service » du Service Public. Les conséquences des suppressions de postes diverses et de
la casse des statuts de fonctionnaires sont connues : insuffisance de personnel,
surcharges de travail, précarisation accrue... Et au bout du compte, c'est la qualité du
Service Public qui s'effondre, au détriment de tous les usagers ! **Nous devons donc être
de tous les combats en ce qui concerne l'emploi public, tant au niveau de
l'embauche que des statuts !**

215 La question du financement est centrale, et la classe dominante l'a bien compris.
D'une part, la provenance est primordiale : c'est selon la bonne vieille règle de « qui paye
décide » que l'État asphyxie les établissements tout en facilitant le recours à des fonds
privés... A l'opposé, **nous devons nous battre pour un financement 100% Public !**
D'autre part, les modalités de financement sont également centrales : ce n'est pas anodin
220 si les financements publics sont de plus en plus concentrés sur les grands pôles, et s'ils se
font de plus en plus « sur projet » et non de manière récurrente... Il s'agit pour le
gouvernement de faire émerger quelques grands pôles d'excellences, fonctionnant sur
une logique de concurrence internationale. A l'opposé, **nous devons défendre un
financement qui dépend réellement des besoins des universités, dans une
225 logique d'égalité territoriale !**

Nous devons nous battre pour :

→ **un financement 100% Public, réparti selon les besoins objectifs (nb d'étudiants...), également réparti sur l'ensemble du territoire**

230 → **l'embauche massive d'enseignants et de personnels, ainsi que la défense de leur statut de fonctionnaire**

b) Promouvoir une gestion démocratique du service public

235 A l'opposé de celle que veut mettre en œuvre le gouvernement, nous devons nous battre pour une gestion démocratique de nos universités. Un vrai Service Public devrait être géré à la fois par ses travailleurs, ses usagers, et la collectivité. C'est en mai 68 que les étudiants ont revendiqué le plus fort cette impératif de Démocratie, et ce combat est toujours d'actualité.

240 L'université doit être gérée de manière paritaire entre tous les acteurs présents, à savoir, l'ensemble du personnel, les enseignants chercheurs et les étudiants. Il est également nécessaire que des représentants des collectivités territoriales soient invité dans les instances de gestion universitaires afin d'assurer une coopération entre les services publics.

De même, se battre pour que la gestion du CNRS soit entièrement dans les mains des chercheurs est indispensable pour protéger la recherche de la chasse aux profits et pour garantir son financement sur des aspects purement scientifiques.

245 **Nous devons nous battre pour :**

→ **la mise en place d'instances démocratiques à tous les échelons administratifs, associant étudiants, personnels et enseignants**

250 → **s'opposer à toute participation des entreprises aux instances de décisions des Universités, et défendre celle des collectivités locales, syndicats de travailleurs, et autres structures publiques (Sécurité Sociale, CROUS...)**

c) Pour un Service Public de la Recherche

255 La recherche doit impérativement être publique et démocratique, que se soit dans sa gestion financière ou administrative. La défense du CNRS, en tant que structure totalement publique, sans aucune implication d'entreprises privés, est indispensable. La recherche doit être ancrée au sein de l'université, permettant un véritablement adossement de la formation à la recherche, et ainsi offrant aux enseignants chercheurs un véritable statut professionnel garanti et sécurisé,.

260 La recherche fondamentale doit être autant investie que la recherche appliquée. Pour cela il faut des financements publics constant et égaux pour chaque disciplines, pour favoriser le développement des connaissances. En parallèle, un financement par projets doit être mis en place afin d'utiliser les avancées de la recherche pour répondre concrètement aux besoins sociaux.

265 La recherche, en tant qu'enjeu majeur de la société doit impliquer l'ensemble des citoyens. Pour cela, la multiplication de débat publics dans les régions et dans les communes permettrait d'amener le débat à la population.

270 Contrairement aux pôles de compétitivité actuels, les centres de recherche et les chercheurs, en favorisant l'interdisciplinarité, doivent travailler en coopération, ne cherchant plus à être le plus rentable ou à être le meilleur, mais mettant toutes leurs compétences au service du progrès scientifique et technique. En ce sens, les atouts de la « révolution informationnelle » doivent être utilisés pour favoriser la mise en place de réseaux larges de coopération scientifique.

275 Les doctorants, doivent disposer de moyens et de matériel nécessaire à leur apprentissage, quelque soit la branche scientifique dans laquelle ils se trouvent. Pour cela, un véritable statut d'étudiant chercheur est indispensable, garantissant un revenu et une certaine autonomie dans leurs choix de recherche.

Nous devons nous battre pour :

- un financement public à la hauteur des besoins
- la défense du CNRS comme grand Service Public National de la Recherche, tout en assurant son adossement aux universités en terme de formation
- 280 → combattre la logique de concurrence et les pôles de compétitivité (EPCS...), et défendre la mise en place de vraies structures de coopérations
- donner aux chercheurs le contrôle de la Recherche, tout en développant l'intervention populaire au sein des débats stratégiques
- un véritable statut du doctorant, donnant accès à des moyens et des droits

285 **d) favoriser le développement de maisons des étudiants**

Permettre une « vie étudiante » de qualité est un combat essentiel dans la bataille pour que les étudiants ne soient pas de simples consommateurs d'enseignements. Pour cela, encourager la construction de vraies « maisons des étudiants » est un levier important. Faire émerger des espaces d'animation culturelle, également pépinières associatives, élèverait la conscience commune et favoriserait l'organisation collective, en plus d'être facteur d'émancipation.

Pour cela, les exemples existants sont intéressants. Certaines universités ont créé des espaces entièrement gérés administrativement, ou au mains d'associations corporatistes fonctionnant par cooptations. Ces exemples sont à rejeter, car ils ne permettent pas une réelle émergence de l'initiative étudiante, et une réelle organisation participative. La vie culturelle y est souvent étriquée, voir inexistante. Nous pouvons y opposer approfondissement d'autres modèles (comme EVE à Grenoble, ou la MDE de Lille 1), associant **gestion étudiante** par le biais d'une association de masse ou d'élus étudiants, avec un **fonctionnement participatif favorisant et soutenant la floraison d'initiatives**. Elles sont réalisables au moyen de Délégations de Service Public, avec un budget semi-autonome. Ces espaces peuvent comporter **plusieurs structures agglomérées** : café, salle de concert et de débat, bureau d'aide aux associations, d'aide aux étudiants étrangers, radio associative... **Il s'agit aussi de s'assurer la direction progressiste de ces structures**, pour permettre qu'elles puissent, dans la mesure du possible légalement, d'être des soutiens aux luttes étudiantes.

Nous devons nous battre pour :

- la création d'Espaces de Vie Étudiante, gérées par les étudiants et leurs associations

310 **e) Analyser les dynamiques européennes et mondiales, et tracer des perspectives à cette échelle**

Les réformes que nous connaissons et qui s'appliquent en France depuis quelques années (LMD,LRU...), se retrouvent dans toute l'Europe. Le **processus de Bologne**, ratifié par l'ensemble des chefs d'états européens en 1999 et fortement poussé par la sociale-démocratie, met en place l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur dans le but de créer « l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde ». C'est de ce processus que découle ces réformes, visant à détruire l'éducation nationale pour ouvrir un

nouveau marché. La prise de contact entre les syndicats et les mouvements de jeunesse des pays d'Europe est donc un enjeu indispensable afin de construire un véritable front de résistance européen sur la base de revendications communes.

320 D'autre part, le processus de Bologne, et tous les processus de marchandisation
similaires que nous retrouvons partout dans le monde, sont le fruit de l'Organisation
Mondiale du Commerce, qui en 1995 signe l'Accord Général sur la Commercialisation des
Services. Les conséquences, nous les connaissons chez nous, mais elles sont bien plus
325 graves dans les pays subissant les politiques néo-coloniales, comme nous le voyons avec
la situations de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest par exemple. Ainsi amplifier
les contacts à travers le monde sur nos universités par le biais divers des syndicats ou des
associations est important pour nous permettre de tourner le regard ailleurs, pour
comprendre les démarches des institutions internationales, et pour construire un front de
résistance à une échelle mondiale.

330 **Nous devons nous battre pour :**
→ **expliquer les processus globaux de marchandisation, en y opposant des**
revendications à cette échelle
→ **construire des fronts revendicatifs à l'échelle européenne et mondiale**
→ **S'opposer à l'application des directives réactionnaires venant des différentes**
335 **institutions internationales (UE, OMC...)**

III/ Faire de l'Université un outil pour la solidarité internationale

Notre action au sein des syndicats et des réseaux de défense des étudiants sans papiers
tels que RUSF nous permettent de lutter contre l'impérialisme et le maintien des pays du
Sud dans une situation de dépendance vis-à-vis des pays du Nord, notamment en
340 agissant pour une vraie politique de coopération universitaire.

a) Combattre les politiques réactionnaires et accompagner les étudiants étrangers

Nous devons réaffirmer que l'éducation est un droit pour tous, et qu'il est
inacceptable qu'un étudiant étranger se voie refuser une carte de séjour, ou qu'il soit
345 expulsé à seule fin de satisfaire à des quotas. En ce sens, il faut « entrer en résistance »
vis-à-vis des lois anti-immigration, et défendre les étudiants étrangers soumis à ces lois
avec l'ensemble des structures disponibles (RUSF, syndicats...). Il faut également se
battre pour qu'une carte d'étudiant donne automatiquement droit à une carte de séjour.

D'autre part, il est impératif de lutter pour la mise en place de structures
350 d'accompagnements des étudiants étrangers, afin qu'il n'y est plus d'obstacle à leur
réussite. Ces structures doivent permettre à chaque étudiant désirant suivre ses études
en France, non seulement l'obtention d'une carte de séjour immédiate mais aussi de
trouver un logement convenable et peu chère rapidement, d'obtenir des aides financières
au même titre qu'un étudiant français et d'avoir une aide supplémentaire dans le suivi de
355 ses études.

Nous devons nous battre pour :
→ **Une carte d'étudiant = une carte de séjour**
→ **la mise en place de structures d'accompagnement des étudiants étrangers**

b) Favoriser la mobilité internationale

360 Favoriser les échanges internationaux permet de favoriser une conscience
« internationaliste » chez les étudiants, en plus d'offrir un formidable complément de
formation. Aujourd'hui, la « mobilité internationale » est réservée aux plus aisés, des pays
les plus riches. Concernant les pays du Sud, elle est limitée à la fuite des cerveaux vers le
Nord et à la sélection sociale.

365 Nous devons défendre à la fois la mobilité pour les étudiants de France, et l'accueil
d'étudiants issus d'autres pays. D'une part, il faut défendre l'augmentation du nombre et
du montant des bourses à la mobilité, ainsi que leur attribution sur critères sociaux propres
à l'étudiant. Tout étudiant doit pouvoir passer au moins une année à l'étranger ! D'autre
370 part, il faut développer les réseaux associatifs d'échange étudiants, pour faciliter
immédiatement les échanges et construire des liens renforcés avec les structures
étudiantes des autres pays.

Nous devons nous battre pour :

→ **l'augmentation en nombre et en montant des bourses à la mobilité, et leur
attribution sur critères sociaux**

375 → **la mise en place de partenariats d'échanges avec les structures étudiantes
progressistes des autres pays**

c) Développer la coopération

380 Cette démarche va de pair avec une volonté de développer la coopération
internationale, notamment en poussant les universités et les centres de recherche à créer
davantage de programmes de coopération avec les pays sud, visant à répondre aux
besoins sociaux de ces pays. Des programmes de recherche de développement
économiques et sociaux sont à développer, pour travailler en partenariat avec les
populations au développement de leurs infrastructures.

385 Il est également important de se battre aux côtés des étudiants de ces pays contre
les réformes de marchandisation de l'éducation qui les frappent en s'investissant dans le
bon fonctionnement de leurs système d'enseignement et de recherche, afin d'enrayer la
fuite des cerveaux.

390 Mais surtout, il nous faut exiger l'annulation pure et simple de la dette de ces pays,
véritable arme de destruction massive utilisée par les institutions internationales dans le
cadre de leur politique néo-coloniale.

Nous devons nous battre pour :

→ **Le développement de partenariats entre les universités françaises et étrangères,
notamment du Sud, pour répondre aux besoins sociaux de formation de ces pays**